



Compte-rendu du groupe de travail Occupation du Sol à Grande Echelle

DATE DE REUNION : 15/03/2010
Lieu de réunion : GIP ATGeRi

Affaire suivie par : Philippe LORIOT

PRESENTS :

GIP ATGeRi

PIERRE MACE

PHILIPPE LORIOT

DREAL AQUITAINE

ERIC BALLAN

CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

GILLES CRIQUET

INRA

LAURENT AUGUSTO

MIKAEL POISSONNET

CRPF AQUITAINE

ANNE GENEIX

GIP LITTORAL AQUITAIN

ARNAUD GUEGUEN

PAYS LANDES NATURE COTE

SOPHIE TOURNIS

GILLES TESTUD

D'ARGENT

ADACL

MARIE-HELENE LALANDE

DRAAF AQUITAINE

MURIEL MALLERET

EXCUSES :

AEC

ERIC CULNAERT

SGAR

GUY GALLAY

LYDIE LAURENT

CONSEIL GENERAL DES LANDES

REMI RODRIGUEZ

PARC NATUREL REGIONAL DES

FRANÇOIS BILLY

LANDES DE GASCOGNE

PAYS DU GRAND BERGERACOIS

MURIEL DROUILLAC

DESTINATAIRES :

LES PARTICIPANTS

LES EXCUSES



1. Introduction

Pierre MACE et Philippe LORIOT remercient les présents de participer à cette première réunion du groupe de travail PIGMA sur l'Occupation du Sol.

Ils en profitent pour rappeler le but de ces groupes de travail : faire le point sur les travaux et besoins des partenaires de PIGMA en matière d'Occupation du Sol à grande échelle afin de voir si une action mutualisée est à entreprendre dans le cadre de PIGMA.

Cette première réunion fait suite à un ressenti d'intérêt sur le sujet des partenaires de PIGMA. Son but premier est de valider l'opportunité d'un groupe de travail sur l'Occupation du Sol à grande échelle et de commencer à discerner des actions à entreprendre.

NB : au cours de cette matinée, quelques présentations seront faites par les participants.

2. Rappel du projet PIGMA

Bien que la plus grande majorité des participants soit déjà informée de la démarche et du projet PIGMA, Philippe LORIOT fait un court rappel sur le sujet.

3. Tour de table et présentations

Gilles TESTUD fait un rappel du contexte du Pays Landes Nature Côte d'Argent. Créé en 2003, ce pays est constitué actuellement de 23 communes comptant au total 46 000 habitants.

Il y a été mis en oeuvre une charte de développement prospectif et un schéma d'aménagement à l'horizon 2030-2040 pour tenir compte du fort développement démographique du pays (environ 2,5% par an actuellement). Ces travaux sont réalisés en cohérence avec ceux du Conseil Général, et en particulier avec son schéma de développement touristique.

Le pays est soumis à une forte problématique liée à l'aménagement du littoral et, en particulier, à la volonté d'implantation d'habitations en second rideau littoral. Pour ce faire et pour intégrer ces éléments dans le SCOT qui démarre, les informations sur la disponibilité du foncier sont indispensables.

Un SAGE est également en cours et ces deux opérations, qui doivent être cohérentes, ont mis en évidence un déficit d'outils de cartographie et de SIG au sein du pays.

Arnaud GUEGEN rappelle que le GIP Littoral Aquitain concerne l'ensemble des collectivités territoriales (Communautés de Communes, Conseil Généraux ...) littorales et pas seulement les communes littorales. Le GIP a une forte action d'animation auprès des Communautés de Communes, en particulier pour un plan de développement durable du littoral. Parallèlement, le GIP mène des études prospectives sur la gestion du trait de côte, sur le tourisme pour 2020, sur l'aménagement du littoral... L'ensemble de leurs études et démarches s'appuie sur des données SIG d'Occupation du Sol (en particulier sur l'IPLI prêté par la DREAL Aquitaine) croisées avec des données thématiques en fonction de l'étude. Actuellement, le GIP est confronté à l'émergence de problématiques nouvelles (visions rétrospectives, études sur le littoral non urbain, positionnement, évolutions et préservation des dunes, zones humides, SCOT, trames vertes et bleues...) qui s'appuient également fortement sur des données d'Occupation du Sol dont toutes ne sont pas disponibles, ou disponibles à grande échelle sur l'ensemble du littoral aquitain.

Gilles CRIQUET précise que le Conseil Régional n'a pas de besoin propre en ce qui concerne une description fine de l'Occupation du Sol. Même si actuellement trois régions possèdent une Occupation du Sol fine, cette donnée est plutôt à destination des services départementaux au plus et le rôle du Conseil Régional est uniquement de faciliter l'accès des services à ces données.

Marie-Hélène LALANDE présente rapidement IGECOM. Ce service de l'ADACL est porté depuis dix ans par le Conseil Général et réalise des études portant des enjeux sur le territoire. IGECOM intervient pour 250 communes landaises ainsi que pour certains services de l'Etat. IGECOM ne dispose pas d'une base de données d'Occupation du Sol, utilisant l'orthophotographie en tant que besoin, mais travaille avec l'ensemble des collectivités pour la production du cadastre numérique. Cette opération sera achevée sur l'ensemble des Landes début 2011. En parallèle à cette action, IGECOM travaille avec les collectivités territoriales afin de compléter l'action de numérisation des PLUs menée par la DREAL Aquitaine, en particulier sur la problématique de la mise à jour de ces documents. Un des questionnements d'importance dans les Landes actuellement est le traitement post-tempête de la forêt. Faut-il replanter, implanter des champs de panneaux photovoltaïques ? Pour répondre à ces enjeux, il est indispensable d'avoir une vision globale du territoire mais reposant sur une description fine de celui-ci.

Anne GENEIX. Le CRPF a un rôle important d'information auprès des propriétaires forestiers, en particulier sur les contraintes s'appliquant à leurs parcelles. Pour ce faire, ils ont un besoin fort vis à vis du cadastre pour faire le lien entre les éléments de terrain, les contraintes environnementales, les servitudes liées au monuments historiques (en relation avec IGECOM dans les Landes) et les propriétaires. Le CRPF réalise des travaux en continu (suivi des EBC), participe aux démarches SCOT et PLUs et ont, en particulier, participé à une cartographie des dégâts suite à la tempête KLAUS. Le CRPF ne dispose pas d'une base d'Occupation du Sol et a utilisé SIGEA, base ancienne qui n'est plus mise à jour, et aurait besoin des données de l'IFN.

Suite à cette intervention, un court débat a lieu sur le cadastre. Quelle attitude de PIGMA vis-à-vis de cette problématique qui touche tous les services ? Philippe LORIOT exprime qu'il n'était pas prévu que le cadastre, ou plus largement le domaine foncier, soit traité dans ce groupe de travail, tout en reconnaissant que les deux thématiques sont fortement liées.

En ce qui concerne le cadastre, la vocation de PIGMA n'est pas de prendre partie pour l'une ou l'autre des solutions actuelles (PCI de la DGFIP ou BD Parcellaire de l'IGN) mais plutôt d'assister les services et de faire remonter les besoins exprimés régionalement afin d'apporter une pierre à l'édifice de l'homogénéisation du cadastre numérique français. Pour l'instant, il n'est pas prévu d'intégrer le cadastre dans les référentiels mis à disposition par PIGMA mais cela pourrait également évoluer en fonction des besoins exprimés par les partenaires.

Mikael POISSONNET présente une étude réalisée par l'INRA dans laquelle 14 thématiques sont identifiées dont la moitié nécessite des données d'Occupation du Sol à grande échelle.

Cette présentation fait réagir les participants et en particulier sur le type d'Occupation du Sol à grande échelle qui serait utile aux partenaires pour répondre à leurs missions quotidiennes. S'il n'existe pas de base d'Occupation du Sol de ce type en Aquitaine, les données issues de l'IFN sont une nouvelle fois mises en avant. Il est également noté que des productions locales sont ou ont été réalisées mais sans cadre commun, que ce soit en terme de nomenclature utilisée ou de mode de production, ce qui rend leur assemblage problématique.

Muriel MALLERET a identifié trois types de données dont la DRAAF a besoin. Les données de l'IFN ainsi que le cadastre ressortent une fois de plus de l'expression des besoins des partenaires. À ces besoins vient s'ajouter celui de données pédologiques, en particulier pour les problématiques liées au littoral. La DRAAF est également productrice de données liées à l'Occupation du Sol. Parmi ces données, on peut citer le RPG (Répertoire Parcellaire Graphique) qui ne prend pas en compte les vignes (le GIP ATGeRi est mobilisé sur ce sujet avec la DRAAF), TERUTI qui n'est pas utilisable à grande échelle mais pour des études au minimum départementales, le recensement agricole dont la mise à disposition pose la question du secret statistique et le casier viticole.

Eric BALLAN précise que la DREAL Aquitaine est un service créé en janvier 2010 à partir de services de cultures différentes (ex DRE, ex DIREN, ex DRIRE). La DREAL est surtout consommatrice de données et l'Occupation du Sol à grande échelle est indispensable pour leurs études et les portés à connaissance. La DREAL a produit quelques données dont l'IPLI et des données jetables pour des besoins d'études particulières.

Laurent AUGUSTO présente le contexte particulier de l'INRA. En effet, bien qu'il y ait des travaux nationaux en interne sur l'Occupation du Sol, les besoins locaux et fins, en particulier sur la végétation, les sols et l'eau, ne sont pas couverts par cette étude. De la même manière, l'INRA possède des données sur les propriétés des sols mais elles ne sont pas spatialisées. L'INRA a une double problématique de connaissance fine du territoire sur ces champs d'action mais aussi un besoin de globalisation de ces informations et il leur manque des compétences pour globaliser les informations fines spatialisées. L'INRA, également, souhaiterait pouvoir disposer des données de l'IFN mais également d'informations fines sur le réseau hydrographique (jusqu'à la description des fossés) et les nappes phréatiques.

4. Débat

Le tour de table a mis en évidence le fait que la problématique de connaissance de l'Occupation du Sol à grande échelle est une problématique commune aux participants, même si les informations utiles à chacun ne sont pas les mêmes. L'opportunité de la mise en oeuvre d'un groupe de travail sur ce sujet, dans le cadre de la mutualisation régionale engagée par PIGMA, semble évidente à tous.

Au cours de ce débat, très animé, l'aspect méthodologique ressort comme une préoccupation importante des participants, et en particulier en matière de production de données. Les participants font souvent appel à des prestataires pour produire de la donnée et doivent écrire des cahiers des charges pour ces prestations. Il serait intéressant que PIGMA soit un centre de ressources pour mutualiser au moins la partie technique, géomatique, afin d'éviter à chacun de faire le travail mais aussi pour faciliter les échanges de données en incluant dans les cahiers des charges des contraintes techniques plus homogènes.

L'aspect méthodologique concerne également les nomenclatures des données produites. Les deux présentations faites montrent qu'il y a un fort besoin de travail de définition d'une nomenclature commune incluant les besoins de tous. Le CRIGE PACA a beaucoup travaillé sur ce sujet et PIGMA pourrait se faire le relais de leur expérience. Philippe LORIOT signale, à ce sujet, que le GIP ATGeRi va participer à un groupe de travail national, piloté par le CERTU et la DGALN, sur l'Occupation du Sol.

En revenant sur la présentation de PIGMA du début de réunion, l'INRA montre un grand intérêt pour l'orthophotographie en mode infra rouge couleur mise à disposition des partenaires. Cette donnée a un très grand intérêt pour la photo-interprétation des milieux naturels en complément de l'image couleur.

Eric BALLAN rebondit sur ce sujet en remarquant que les présents ont dit qu'ils disposaient de données hétérogènes et ne couvrant pas l'ensemble de la région. Sans même attendre une éventuelle harmonisation des productions via PIGMA, il serait sans doute déjà intéressant d'avoir connaissance de l'existant, que ces

productions soient analysées voire assemblées lorsque cela est possible afin de les mettre à disposition des partenaires PIGMA.

A RETENIR

- Cette matinée montre bien que la problématique de l'Occupation du Sol est un sujet intéressant fortement les partenaires présents pour leurs missions quotidiennes. Elle a également permis à chacun de mieux cerner le contexte de ce groupe de travail.
- Les données de l'IFN reviennent dans l'expression des besoins d'un grand nombre des participants. Malgré tout, le monde rural était très fortement représenté et il conviendrait d'inviter plus d'acteurs du monde urbain lors des prochaines réunions afin d'avoir une vision encore plus large des besoins.
- PIGMA est jugé par tous comme un lieu de ressources mutualisées. Outre la diffusion des données, PIGMA pourrait également être un lieu de ressources méthodologiques pour la sphère publique aquitaine.

5. Relevé de décisions

En ayant mieux compris les buts de ce groupe de travail, certains participants souhaitent pouvoir à nouveau formaliser leurs besoins et productions internes. Philippe LORIOT joindra donc au compte rendu un questionnaire en ce sens qui lui sera retourné pour synthèse avant la prochaine réunion.

L'équipe du GIP ATGeRi précise qu'elle se tient à la disposition des participants pour les aider à répondre à ce questionnaire.

Monsieur Loïc WATIER
05 57 85 40 42
loic.watier@gipatgeri.fr

Monsieur Philippe LORIOT
06 09 87 83 93
philippe.loriot@gipatgeri.fr